

Mammouth étatique et hyper fiscalité : qui nous en débarrassera et comment ?

Posté le : 3 décembre 2014 18:41 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique, Fiscalité

Comme tous les lecteurs de ce blog le savent, nous défendons la thèse que la crise qui nous accable est due à trois causes :

- Un système monétaire international dangereux qui a conduit à la création d'une "économie baudruche", qui est percé désormais de toute part, et qui ne sait comment se débarrasser sans trop de casse de 10 à 12.000 milliards de dollars de crédits irrécouvrables.

- Un système européen qui grève les coûts et entrave les recettes avec une zone euro sans cabine de pilotage qui ne peut s'ajuster que par la déflation et qui entraîne le monde dans ses difficultés.

- Une hyper-fiscalité française débilite qui a ravagé son industrie, provoquant un étiolement presque complet du terreau d'entreprises, un sous investissement chronique, une perte de compétitivité extrême, et un clivage intenable et explosif entre les 20 millions de ménages qui travaillent et qui paient et les vingt millions de ménages qui attendent l'essentiel de leur revenu de la redistribution étatique.

Le système monétaire international n'a pas été réformé. Au contraire il a été conforté.

La gestion de l'Europe et de la zone Euro n'a pas été réformée. Au contraire ses défauts ont été durcis.

Quant à la France, on voit que le choix a été fait depuis 2008 d'une absence totale de réformes de fond, qui aurait desserré l'emprise démente de la corporation des administrateurs de l'Etat, des Régions, et du Social, sous la houlette de ce que nous appelons l'énarchie compassionnelle, aggravée aujourd'hui par l'agrégation d'une flopée de petits apparatchiks de parti, passés directement des débats enfumés des AG ou des Cal à des responsabilités d'Etat, sans avoir jamais travaillé.

Nicolas Sarkozy n'a pas voulu voir arriver la crise en 2007, en dépit des avertissements. Son calendrier présidentiel était entièrement "courtermiste" et politicien.

- Ouverture à quelques cupides de gauche, pour se caler au centre et gêner le camp socialiste (qui n'aura pas de mal à déconsidérer les "rénégats") .

- Ouverture à l'écologie avec le Grenelle d'environnement (qui finira dans le milliard d'euros perdu dans les portiques et l'autre milliard d'euros perdus dans la subvention d'électricité alternative sans avenir).

- Ouverture sociale vers les non-employés avec le RSA payé par une surimposition des revenus financiers (de l'achat de vote démagogique).

- Ouverture sociale vers les employés avec les heures supplémentaires défiscalisées (de l'achat de vote démagogique) .

- Ouverture syndicale vers la CGT, dorlotée, à qui on fait de nombreux cadeaux, comme la pénibilité pour les retraites, un rapprochement des régimes spéciaux payés plus cher que la situation

avant réforme, une modification du droit de grève indolore dans les transports, etc. (politique stérile qui sera engrangée par la CGT sans aucun retour d'ascenseur)

- Ouverture vers les fonctionnaires avec l'ajout à leur salaire de finalement 75% des économies liées au non renouvellement d'un départ à la retraite sur deux (ce qui fera que les fonctionnaires protégés de Bercy verront leur rémunération croître trois fois plus vite que celle des salariés du privé !)
- Ouverture vers les restaurateurs avec la baisse d'une TVA qui ne s'imposait pas (complexe de Zorro).
- Ouverture vers les très riches avec un plafonnement de l'ISF avec chèque de remboursement pour le millième le plus riche).
- Ouverture vers l'entreprise avec une réforme des 35 heures (qui n'en sera pas une).
- Ouverture vers la presse en déversant les subventions (il se fera "conchier" en remerciement par la plupart des journalistes).
- Ouverture vers tous les mécontentements en déversant de l'argent publique (comme pour les marins pêcheurs).
- Ouverture vers les personnes âgées en réduisant l'impôt sur les petites successions (achat de vote).

La règle : pas de drame ; pas de blocage de la rue. L'important est la réélection, donc pas de rejet massif. Et il en faut pour tout le monde et pour toutes les sensibilités.

On voit qu'il s'agit d'un programme purement électoraliste qui a pour seul but de pouvoir se représenter en ayant de quoi répondre à toutes les clientèles : "on a fait quelque chose pour vous".

La crise violente de 2008- 2009, qu'on n'a pas voulu voir venir, balayera tous ces petits calculs qui auront ajouté des centaines de milliards de dettes aux centaines de milliards de dettes que la crise entraînera mécaniquement, sans rien régler sur le fond.

De panique en panique, on signera le traité Merkozy, qui renforce l'impuissance dépressionniste de la zone Euro, on surtaxera les riches, et on finira, in extremis, par créer une TVA sociale bâclée alors qu'elle était indispensable dès le départ.

Au final :

- Rien n'aura été réformé du système monétaire international qui est confirmé dans sa nocivité.
- Rien n'aura été réformé de l'absence de cabine de pilotage de la zone euro.
- L'hyper-fiscalité n'aura été atténué qu'un temps, le taux de prélèvement en fin de mandat rejoignant quasiment celui du début de mandat.

Aucun des maux structurels du pays n'a été réellement attaqué à la racine. Des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires se sont ajoutés. Les faillites se sont multipliées. Les seuls gagnants sont les secteurs super protégés, fonctionnaires des finances, entreprises publiques).

Le calcul politicien se verra comme le nez au milieu de la figure : la première phase de la campagne voit Nicolas Sarkozy chercher à dérouler ce qu'il a fait, tenter de prouver sa fibre sociale, son cœur écolo, son âme socialisante de gauche. Son adversaire ridiculiserait cette tactique en lançant son impôt à 75% : "Qui est l'ami des riches , hein !". Il faudra changer de campagne en cours de route, signe d'échec quasi obligé, et foncer dans la surenchère anti-européenne (verbale) , anti-immigré (verbale) et anti-délinquance (verbale), la fumeuse ligne Buisson (un conseiller aimant enregistrer le verbalisme sur magnétophone).

Le mandat Hollande sera de la même eau : un calcul purement politicien. Le pouvoir est à prendre. Soyons assez espiègles et malins pour le prendre. On en jouira et ce sera bien le principal. Pour le reste, nous avons une superbe martingale électorale : "Pendant deux ans et demi on fait payer les riches, ensuite on distribue". On essaie de ne mécontenter aucune des forces qui peuvent mobiliser dans la rue (idem Nicolas Sarkozy 1 qui copiait déjà Chirac 2) et on masque notre impuissance en lançant des réformes sociétales majeures qui nous marqueront à gauche, puisqu'en matière économique, il n'y a rien à espérer.

Le gouvernement Ayraut sera la catastrophe que l'on sait : envolée du chômage et de la dette ; abandon de toutes les esquisses de réformes précédentes. Ruine fiscale des familles aisées. Plus de 10.000 foyers payant plus de 100% d'impôts sur le revenu. La révolte fiscale. Dix millions de personnes, jusqu'ici exonérées, payant l'impôt. L'arrêt de la construction et le marasme immobilier. Les engagements européens jamais tenus. Aucune vraie réforme de structure (seulement des privations de prestations "universelles" ciblées sur les familles aisées, notamment familiales).

Hollande a mobilisé tout le monde contre lui et finit l'année 2013 avec 13% de satisfaits, l'étalage de sa vie de patachon et dans le mépris général. La fonction présidentielle est déconsidérée ; la France devient un objet de risée mondiale ; elle est marginalisée en Europe ; l'économie s'effondre.

Le Président semble ravi d'être là !

L'année 2014 commence avec un nouveau plan de marche. Il est tout aussi électoraliste que le précédent. L'important est de se retrouver en position éligible en fin de mandat et donc d'avoir des arguments tout en privant l'adversaire. Une fois encore, on est dans la continuité de Nicolas Sarkozy.

On lève l'hypothèque "de droite" du PS en faisant venir Manuel Valls, 5% aux primaires du PS, et un certain Macron, banquier socialiste de gauche (un pléonasme en France). L'idée : transférer la responsabilité du malheur sur les entreprises à qui on aurait fait des "cadeaux faramineux". Rattraper le coup avec les masses surtaxées tout en aggravant encore l'hystérie fiscale portant sur les familles aisées. Montrer grâce à la "triangulation" (l'exécution foireuse d'une partie du programme de droite) qu'il n'y a pas de solution à droite. On conserve les Belkacem et les Taubira pour bien marquer qu'on reste sur les bases sociétalistes initiales qui plaisent tant aux "bobos" spécialisés dans l'auto-flagellation nationale. Au moment de l'élection, Hollande apparaîtra dans toute sa gloire "de gauche" après avoir déconsidéré les idées "de droite" :

- "Bien sûr il y a eu la crise mais j'ai résisté à l'Europe qui voulait nous faire "démolir le modèle français"

- Bien sûr j'ai fait payer les riches. C'est autant que vous vous n'avez pas payé.

- Bien sûr, les résultats sont désastreux mais c'est la faute aux patrons qui n'ont pas joué le jeu malgré les énormes cadeaux que je leur ai faits.

- Regardez nos adversaires : ils veulent vous faire payer, vous les immigrés, vous les fonctionnaires, vous les petits.

- Je vous protège et je vous protégerai encore".

Les discours sont déjà écrits !

Les sous-entendus sont clairs.

"Peut-être que dans deux ans la conjoncture sera meilleure et je pourrais parader avec un début de résultats. Sinon, on verra. La perspective de ne pas être présent au second tour jouera en faveur du

sortant. Alors, Moi, Hollande, je suis prêt."

Le choix de Sarkozy comme leader de l'UMP pose à la "droite républicaine" un redoutable défi.

A-t-il enfin compris les enjeux de réforme du système monétaire international et est-il prêt d'aller à la bataille sur ce thème ? Rien ne le laisse présager.

A-t-il enfin compris qu'il fallait une réforme forte des structures de pilotage de la zone Euro et un chemin pour y parvenir ? Il n'en laisse rien paraître.

A-t-il enfin compris qu'il fallait restructurer l'Etat en profondeur et réduire drastiquement son emprise sur la richesse nationale ?

Les défis sont considérables. Baisser les impôts alors que ce sont les "riches" qui ont pris des augmentations délirantes et dévastatrices des patrimoines ? Lorsque Jospin avait été confronté à ce déficit, il avait créé la PPE : la baisse ne doit pas concerner ceux qui avaient subi la hausse par un mouvement inverse et symétrique. On redonnera l'argent pris aux riches...aux pauvres. Vite un chèque. On maintient les pauvres dans la trappe à pauvreté et on bloque le capital et l'entrepreneuriat ! Si l'impôt doit globalement baisser, on fait comment ? Seuls ceux qui ont surpayés seront-ils concernés ? Pour le moment c'est le grand silence.

Restructurer la dépense publique : mais c'est faire mal à des clientèles (presse, agriculteurs, fonctionnaires) car ce ne sont pas les ROMs et plus généralement les étrangers qui sont le gros du problème de la dépense publique.

Et il faudra répondre à la manœuvre de Hollande : "on a déjà fait tous les cadeaux aux riches et cela ne marche pas . En plus ils veulent vous faire du mal" !

La réunification de l'opposition républicaine autour de Nicolas Sarkozy était-elle la meilleure des solutions ? Rien n'est moins sûr, même si désormais l'opposition est légitimement structurée.

L'erreur de Juppé est de n'avoir aucun programme et simplement de jouir du moment de grâce que lui accorde les sondages. Il faut contrer la parodie électoraliste de M. Hollande dès maintenant pour l'empêcher de fonctionner. Sans parti c'est quasi impossible. Arriver en restant flou pour être élu sur sa bonne mine seule est un pari, à notre avis, perdant.

L'erreur de Fillon est d'avoir raté son coup en 2012. Il aura certes un programme, et on peut le penser, plus puissamment réfléchi que celui des autres. Mais il n'aura pas contré Hollande comme chef de parti et aura le plus grand mal à ne pas voir ses principales idées pillées par les différents clans.

Reste donc Nicolas Sarkozy. Il lui faudra plus qu'un petit guide électoraliste à court terme comme en 2007. On peut se dire que ne visant aucune réélection à la fin du prochain mandat présidentiel auquel il aspire, il a une carte à jouer vis-à-vis de l'opinion : "je suis là pour l'intérêt supérieur de la nation". On voit la posture mais pas trop la stature.

S'il ne joue que la carte forcée : "je suis en position d'être élu et j'y parviendrais", on retombe dans le petit opportunisme, façon Hollande.

La solution peut venir des échecs électoraux à venir de la gauche socialiste, qui, lessivée aux régionales et aux cantonales, se retrouverait, en quelque sorte, hors-jeu, en dépit des manigances politiciennes de François Hollande. Une élection par défaut et sans grosse campagne permettrait au chef de l'opposition, quel qu'il soit, de battre Marine le Pen et de proposer, après l'élection, un programme gigantesque de restructuration du pays.

Mais dans quel état sera la France d'ici 2017 !

